

Ouverture du Congrès du GFEN 2025

Par Jacques BERNARDIN

Nous avons voulu ce congrès « ouvert », pour enrichir nos débats au-delà du cercle des adhérents, persuadés que l'intérêt est vif dans le pays, pour de multiples acteurs - dans ou hors l'école - pour réfléchir et débattre des orientations et pratiques éducatives dans ce monde en ébullition.

Nous remercions le SNUipp pour son accueil dans ses locaux. On sait combien les aspects matériels pèsent dans la réussite des initiatives. Au-delà, cette décision concrétise la complicité de nos orientations dans un moment qui appelle à « faire corps » pour promouvoir et soutenir une autre ambition pour l'école publique.

Dans quel monde vivons-nous ? *Brève note de conjoncture...*

La recherche effrénée de profits conduit à un ensauvagement du monde, à la dégradation du vivant et à l'épuisement des ressources, à l'explosion des inégalités et à la fragilisation des démocraties.

Outre la concentration des médias peu propice à la diversité des points de vue, les réseaux sociaux perturbent le rapport à la vérité, prêtent aux raccourcis de pensée et aux manœuvres manipulatoires.

L'éducation, dépouillée de ses moyens, tourne à faible régime. En dégradant l'école publique, la politique scolaire fait le lit du privé de la maternelle au supérieur, facilite le séparatisme d'une part de la population et prépare l'exclusion des plus démunis, lourde de conséquences pour l'avenir tant personnel que social, contribuant à déliter le lien social.

Pour justifier la reconduction et l'amplification des inégalités, **l'idéologie du mérite** renvoie chacun à ses propres responsabilités, dans une négation permanente des conditions sociales d'existence.

En matière de contenus, le **recroquevillement sur les fondamentaux** réduit l'ouverture au monde, assèche le sens d'apprendre. L'impérialisme des neurosciences justifie le retour d'un modèle éducatif descendant, la prescription de méthodes et de programmes indifférents à la diversité des élèves, d'une instruction directe aux effets sélectifs accrus.

Soumis au **contrôle permanent des évaluations**, l'enseignement priorise les aspects les plus mécaniques des apprentissages, construit des automatismes plus qu'il ne développe la pensée.

Pris en tenaille entre injonctions institutionnelles et manque de formation, isolés et peu soutenus, les enseignants souffrent de servir une politique scolaire dont ils réprouvent les effets.

Depuis 2022, six ministres de l'éducation nationale se sont succédés : de quoi donner le tournis ! « Tout changer pour que rien ne change » semble la règle, ce qui nourrit la colère mais aussi la désespérance et le renoncement.

Des gouttes d'espoir dans le paysage

Pourtant, dès lors qu'on regarde ce qui n'est encore qu'en germe, minoritaire mais néanmoins avancée dans ce marasme, on se dit qu'aucune bataille d'idée n'est inutile et parvient – dès lors qu'elle devient hégémonique – à renverser l'ordre ancien. Quelques éléments récents pour en attester...

Côté environnement : bien que la lenteur et les reculs exaspèrent...

- Selon une étude récente, le fameux “**trou de la couche d'ozone**” est en train de se refermer, suite à l'application des mesures du protocole de Montréal de 1987,
- Récemment, l'ONU a annoncé l'entrée en vigueur du **Traité sur la haute mer** (en janvier 2026), accord historique pour une meilleure protection de 50 % de la planète, ratifié par 60 pays.
- En août, avec l'avis du Conseil Constitutionnel sur **l'acétamipride**, la loi agricole a pris Duplomb dans l'aile.

Côté politique : Alors que la violence semble sans fin

- le 22 sept. à l'ONU, la **reconnaissance de l'Etat de Palestine** est signée par la France au côté d'autres pays (désormais, 158 des 193 pays [soit 80 %]), ouvrant au **cessez-le-feu**,
- On croyait les jeunes anesthésiés... En un an, la **vague de révoltes de la génération Z** s'étend dans 11 pays, en Asie (Bangladesh, Népal, Sri Lanka, Indonésie), Afrique (Madagascar, Kenya, Maroc), Amérique du Sud (Pérou, Paraguay) : la jeunesse s'insurge, revendique des changements de politique en matière de **santé et d'éducation**.

Côté social : alors que la pauvreté s'étend (14,6 % de la population, près de 10 millions de personnes), alors qu'on ne cesse de culpabiliser les plus démunis, accusés de bénéficier d'un « pognon de dingue » voire de creuser la dette :

- 8 juillet 2025 : le Rapport du Sénat dévoile enfin le montant des **aides aux entreprises** (211 Milliards en 2023).
- La veille, 7 prix Nobel d'économie ont appelé dans *le Monde* à un impôt sur le patrimoine des plus riches
-> **La taxe Zucman**, jusqu'alors occultée, devient incontournable dans le débat hexagonal,
- Affligée par l'indigence politique, la rue s'exprime avec force, les 10 et 18 octobre (front intersyndical uni) : la question de la **justice sociale et fiscale** monte en puissance dans l'opinion publique

Côté éducation : alors que la profession et l'école publique sont malmenées, ce qui a été révélé depuis 2022 :

- Le **soutien inconditionnel au privé** (2 avril 2024 : rapport parlementaire sur le financement public de l'enseignement privé sous contrat – Paul Vanier / Christopher Weissberg)
- La réalité d'une **politique discriminatoire**, par le jeu de la concurrence public/privé mais aussi à l'intérieur même du public. Décidément, « *L'école n'est pas faite pour les pauvres* » (JL Delahaye, 2022)
- Le rapport critique de l'IGEN de mai 2025 sur les **groupes de niveaux** oblige le ministre à en reconnaître les limites, que le creusement des inégalités et la santé mentale des jeunes sont des axes prioritaires...
- « **Savoir ou périr** » : telle est l'alternative radicale posée par B. Lahire fin août 2025, dénonçant la perversion des **pratiques évaluatives actuelles**, préjudiciables à la recherche et à la « compréhension profonde »...

Pourquoi ces détours ? Les changements ne tombent pas du ciel. S'appuyant sur des recherches argumentées, ils sont longuement préparés dans la clandestinité des mentalités. C'est à cet endroit que se situe le GFEN sur la scène sociale : problématiser les situations éducatives, renouveler l'approche des apprentissages et rechercher – contre toutes les fatalités intérieurisées - le possible dans le concret des pratiques, à l'école comme en dehors.

L'ambition du Congrès :

Dans cette période de mandat électif déclinant, les éducateurs ont l'impression de vivre « un jour sans fin » dans un brouillard sans perspective qui intoxique leur rapport au métier, épouse leur énergie et leur capacité de résistance.

Identifier ce qui pèse sur les mentalités ...

1. Une **sur-prescription des moyens** éducatifs qui **brouille les finalités**. Ceci au nom de la réussite de tous... en réalisant le contraire ! Quelle logique sous-tend cette politique éducative ? Christian Laval nous aidera à prendre distance et à y réfléchir...
2. Ces mesures ont été imposées au nom de LA science. Cet **impérialisme des neurosciences** vise à faire taire la contestation. Face à cet **argument d'autorité**, nous avons sollicité François Gonon, spécialiste des neurosciences, pour une analyse critique.
3. Les textes officiels enfin, encadrent les pratiques jusqu'à brider l'initiative, la créativité des enseignants, leur **liberté pédagogique**. Pour revisiter le poids réel des textes, nous avons invité Paul Devin, ex responsable du syndicat des inspecteurs.

Le temps est venu d'y voir plus clair, de dénoncer les processus discriminants et les rhétoriques scientistes cherchant à bâillonner la contestation, à reconquérir la liberté pédagogique étouffée sous les prescriptions tatillonnes.

Actualiser l'éducation nouvelle, c'est réaffirmer son rôle émancipateur, en prenant à bras-le-corps les **questions vives** de notre époque : écologie, rapport au passé colonial, place que l'on peut faire à l'IA, engagement citoyen, éducation en contexte politique « difficile » (état autoritaire ou en faillite)... Comment **former à la conscience du monde** ?

Promouvoir d'autres pratiques. Si démocratisation et émancipation intellectuelle sont notre horizon, au-delà des contenus, il nous faut imaginer les **modalités d'apprentissage** les plus à même d'y contribuer. L'activité des secteurs, à travers leurs objets de travail spécifiques, contribue sur la durée à **renouveler les normes du métier**.

Le temps est venu de revisiter les finalités éducatives à la hauteur des enjeux de notre époque et de mettre en partage et à l'épreuve les pratiques d'éducation nouvelle.

Car il s'agit dès maintenant d'explorer un autre avenir pour l'éducation, à la hauteur de nos aspirations. Le GFEN n'est pas seul, mais fort de ses alliances. Il est associé aux autres mouvements d'éducation nouvelle, en France comme à l'international, avec les Biennales de Convergence(s). Parallèlement, depuis 2024, un large front inter-associatif et syndical s'est constitué avec « Riposte », projetant un « Grenelle alternatif pour l'éducation ».

Actualiser nos orientations, partager nos pratiques et problématiques de travail, prospecter ce que pourrait être l'éducation demain, soucieuse de démocratiser l'accès au savoir et à la culture, soucieuse d'émancipation intellectuelle, soucieuse d'ouvrir à une lucidité critique face au monde : c'est à cela que nous souhaitons nous préparer.

A toutes et tous, bon congrès !